



vendredi 11 août 2017

## **Les grands titres:**

- Les jeunes jouent un rôle de premier plan dans l'édification d'un monde pacifique pour les générations à venir (ONU)
- Ukraine : après quatre ans de conflit, les déplacés sont toujours dans l'incertitude (HCR)
- Syrie : 600.000 personnes sont rentrées chez elles depuis le début de l'année selon l'OIM
- Iraq : le HCR intensifie son soutien humanitaire aux rapatriés de Mossoul
- Opération de sécurité dans l'État de Rakhine : une experte de l'ONU appelle les autorités du Myanmar à la retenue
- Ethiopie: la FAO appelle à aider d'urgence les éleveurs frappés par la sécheresse

## **Les jeunes jouent un rôle de premier plan dans l'édification d'un monde pacifique pour les générations à venir (ONU)**



**11 août** - À New York, l'Assemblée d'été des jeunes a débuté ses travaux vendredi au siège de l'ONU en vue de la Journée internationale de la jeunesse qui sera officiellement observée samedi.

« En tant que Secrétaire général des Nations Unies, je suis déterminé à renforcer l'autonomisation et l'inclusion de tous les jeunes du monde entier », a déclaré António Guterres, dans un message vidéo diffusé à l'occasion de la Journée dont le thème cette année est « la jeunesse construit la paix ».

« Les jeunes hommes et les femmes autonomes peuvent jouer un rôle essentiel dans la prévention des conflits et assurer une paix durable », a souligné le Secrétaire général, appelant les gouvernements à travailler avec les jeunes pour atteindre avec réussite les objectifs de développement durable. « Ensemble, nous pouvons créer un monde pacifique pour les générations à venir ».

C'est dans cet esprit que le chef de l'ONU a récemment nommé sa nouvelle Envoyée pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake. « Elle est le plus jeune membre de mon équipe - et l'une des plus importantes », a dit M. Guterres, qui s'est engagé à mettre les jeunes au centre de son agenda pour la prévention des conflits et une paix durable.

Nommée le 20 juin dernier, Mme Wickramanayake a effectué vendredi son premier déplacement officiel en se rendant en Iraq où plus de 50% de la population est âgée de moins de 19 ans.



À Bagdad, l'Envoyée pour la jeunesse a participé à un dialogue avec de jeunes irakiens co-organisé avec le Ministère irakien pour la Jeunesse et les Sports et le bureau du Fonds des Nations Unies pour les populations (UNFPA) en Iraq.

« Nous devons combler le fossé entre les preneurs de décisions et la jeune génération. Nous constituons une grande partie de la société et avons désespérément besoin d'espace pour participer à la prise de décision », lui ont dit les jeunes irakiens lors de leur rencontre.

« Je suis votre Envoyé, l'Envoyé de la jeunesse iraquienne auprès de l'ONU », leur a assuré Mme Wickramanayake, soulignant la nécessité d'avoir des programmes efficaces qui ciblent les jeunes.

## Ukraine : après quatre ans de conflit, les déplacés sont toujours dans l'incertitude (HCR)



Une personne de 79 ans à la retraite traverse un point de contrôle dans le village de Marinka, dans l'est de l'Ukraine. Son périple pour percevoir ses prestations sociales et accéder aux soins médicaux pour son fils handicapé implique plusieurs autobus et des files d'attente à la frontière de facto. Photo: HCR / Tania

**11 août** - Quatre ans après le début du conflit en Ukraine, près de 1,6 million de déplacés internes ukrainiens luttent toujours pour leur sécurité, trouver un logement décent et gagner leur vie, a rappelé vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« La sécurité reste un souci majeur pour près de 800.000 personnes vivant à proximité de la ligne de contact dans les régions de Donetsk et de Luhansk, à l'est du pays », a déclaré un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève.

Dans les zones proches de la ligne de contact, les tirs d'artillerie continuent d'endommager les infrastructures civiles, provoquant de nouveaux besoins humanitaires et des risques de déplacements de populations.

Selon les témoignages de résidents des communautés proches du front recueillis par le HCR, des maisons civiles sont réquisitionnées à des fins militaires. Le stationnement d'armes et de combattants dans des zones résidentielles met la population civile en danger lors des combats.

« Le HCR réitère son appel à toutes les parties au conflit à veiller à protéger les civils et les installations civiles des conséquences des combats et des tirs d'artillerie et à ne plus utiliser les logements civils à des fins militaires » a dit M. Mahecic.

Dans l'est de l'Ukraine, la destruction des logements civils est bien plus importante que prévu. « Dans certaines communautés proches de la ligne de front, 40 à 60 maisons sont endommagées chaque semaine », a déploré M. Mahecic, soulignant que plus de 10.000 maisons endommagées doivent être remises en état.

En 2017, le HCR et ses partenaires ont contribué à la réparation de plus de 1.000 logements civils, « ce qui ne représente qu'une fraction des besoins vu que les tirs d'artillerie persistants et le manque de sécurité empêchent d'accéder à nombre des nouveaux quartiers démolis », a dit son porte-parole.

### *Traversée de la ligne de partage : de longues files d'attente et d'importants retards*

Le HCR craint pour la liberté de mouvement des civils, surtout durant la traversée de la ligne de conflit.

En juin dernier, le service national ukrainien des gardes-frontières (SBGS) a enregistré plus de 1,1 million de personnes qui ont traversé la ligne de partage dans l'est de l'Ukraine.

« Il y a fréquemment de longues files d'attente et d'importants retards aux points de contrôle », a indiqué M. Mahecic. « Les personnes qui attendent de pouvoir traverser n'ont qu'un accès limité aux services essentiels tels que des points d'eau potable, des latrines, des abris contre les intempéries et des soins médicaux ».

Le HCR souligne que cette situation génère des souffrances accrues pour les personnes à mobilité réduite ou ayant des besoins spécifiques, notamment les personnes âgées et les mères qui voyagent avec de jeunes enfants.

Cette année, l'agence onusienne a apporté une assistance technique pour améliorer les conditions dans l'ensemble des points de passage et réduire ainsi les délais d'attente.

### *Les personnes âgées et handicapées particulièrement affectées par les déplacements*

Les déplacements en Ukraine touchent surtout les groupes vulnérables. Depuis le début de l'année 2016, près de 586.000 retraités et personnes âgées résidant dans la zone de conflit ne touchent plus leur pension de retraite suite aux procédures de vérification mises en place par le gouvernement ukrainien.

« Cette décision a été lourde de conséquences pour les groupes les plus vulnérables, car nombre d'entre eux n'ont pas d'autre source de revenu que leurs retraite et allocations sociales », a alerté M. Mahecic. « Les personnes qui vivent dans des zones échappant au contrôle gouvernemental doivent se faire enregistrer en tant que déplacés internes auprès des autorités ukrainiennes pour pouvoir toucher les pensions de retraite et les allocations sociales auxquelles elles ont légitimement droit ».

Les personnes handicapées comptent également parmi les groupes de déplacés les plus vulnérables. Plus de 50.000 d'entre elles ont été forcées de fuir leur foyer. Outre le manque d'accès aux services élémentaires, ces personnes sont souvent confrontées à des difficultés supplémentaires et à des discriminations fondées sur leur handicap, leur origine ethnique ou leurs croyances religieuses.

### *Accès réduit aux services publics*

Le HCR et ses partenaires plaident pour que les personnes déplacées aient pleinement accès aux services et aux allocations publics quel que soit leur lieu de résidence.

« Au moins 40 communautés proches de la ligne de partage n'ont qu'un accès réduit aux services médicaux », a déclaré M. Mahecic, précisant qu'environ 150 centres de santé ont été endommagés depuis le début du conflit et que le personnel médical a quitté la zone.

Les enfants vivant dans les zones touchées ont difficilement accès à l'éducation étant donné l'absence de sécurité et le délabrement des bâtiments scolaires. Au moins 700 écoles ont été endommagées depuis le début du conflit, dont 55 ont été directement touchées depuis le début de l'année. « En 2017, 89 écoles ont pu être réparées avec l'assistance du HCR », a indiqué le porte-parole.

## **Syrie : 600.000 personnes sont rentrées chez elles depuis le début de l'année selon l'OIM**



Des personnes déplacées d'Alep, en Syrie, font la queue pour recevoir de la nourriture distribuée par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM). Photo: PAM/Hani Al Homsh

**11 août** - Plus de 600.000 Syriens déplacés sont rentrés chez eux au cours des sept premiers mois de l'année 2017, a indiqué vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Selon les conclusions d'un rapport publié par l'OIM et ses partenaires œuvrant sur le terrain en Syrie, 84% des personnes qui sont rentrées chez elles avaient été déplacées en Syrie, les 16% restant étant revenus de Turquie, du Liban, de la Jordanie et de l'Iraq. Les réfugiés qui reviennent de Turquie et de Jordanie auraient regagné principalement les gouvernorats d'Alep et d'Al Hasakeh.

L'OIM et ses partenaires estiment que 27% des personnes qui ont décidées de rentrer chez elles l'ont fait pour protéger leurs biens, tandis que 25% ont évoqué l'amélioration de la situation économique dans leur région d'origine et 14% ont cité l'aggravation de la situation économique dans les régions où ils avaient trouvé refuge.

11% des personnes rentrées dans leurs régions d'origine ont cité des problèmes sociaux ou culturels telles que les liens tribaux, les affiliations politiques ou tout obstacle empêchant l'intégration dans leur zone de déplacement et 11% ont évoqué l'amélioration de la situation sécuritaire dans leur zone de retour.

La moitié de tous les retours enregistrés en 2016 ont été effectués vers le gouvernorat d'Alep. Le rapport montre que des tendances similaires ont été observées dans les sept premiers mois de 2017. Environ 67% des rapatriés - soit 405.420 personnes - sont retournés dans le gouvernorat d'Alep, la ville d'Alep ayant reçu le plus de personnes.

L'étude de l'OIM et de ses partenaires montre également que 97% des personnes revenues dans leurs régions d'origine sont rentrées dans leurs foyers, 1,8% vivent avec des hôtes, 1,4% dans des maisons abandonnées, 0,14% dans des établissements informels et 0,03% dans des logements loués.

Environ 83% et 80% des rapatriés ont déclaré avoir respectivement accès à de la nourriture et à des articles ménagers. L'OIM souligne toutefois que seulement 41% des personnes rentrées ont accès à l'eau et 39% aux services de santé – « un niveau dangereusement bas » – en raison d'infrastructures sévèrement endommagées par le conflit.

Bien que les tendances aux retours augmentent, la Syrie continue de subir des taux de déplacement élevés. Entre janvier et juillet 2017, environ 808.661 personnes ont été déplacées, nombre d'entre eux pour la deuxième ou la troisième fois, et plus de 6 millions au total restent déplacées à l'intérieur du pays.

Les retours ont été principalement spontanés « mais ils n'ont pas été nécessairement « volontaires, sûrs ou durables », a nuancé l'OIM. En tant que tels, l'agence des Nations Unies pour les migrations considère que ces retours ne peuvent actuellement pas être considérés comme une solution durable.

## Iraq : le HCR intensifie son soutien humanitaire aux rapatriés de Mossoul



Un garçon se promène devant des maisons endommagées par la guerre dans le quartier d'Al-Resala, dans l'ouest de Mossoul, en Iraq. Photo: HCR / Cengiz Yar

**11 août** - L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé vendredi l'intensification de son aide aux familles iraqiennes de Mossoul, notamment auprès des milliers de personnes qui sont récemment retournées dans la ville après avoir fui les combats.

« Les rapatriés de Mossoul ont besoin d'être aidés à tous les niveaux, même si la pénurie de logements est le plus pressant et le plus essentiel des besoins, surtout dans l'ouest de la ville », a déclaré un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève. « De nombreux quartiers y ont été gravement endommagés, voire totalement détruits, par des mois de combat ».

D'après les agences onusiennes partenaires du HCR, 15 des 54 quartiers résidentiels de l'ouest de Mossoul ont été détruits ou gravement endommagés, 23 autres ont subi des dégâts modérés, tandis que les 16 autres quartiers ne présentent que des dégâts mineurs.

Les mines, les munitions et autres engins non explosés constituent un risque majeur pour les résidents de Mossoul, en tout premier lieu les enfants. « Le HCR se félicite des efforts de déminage engagés par les autorités et le Service de l'ONU pour l'action contre les mines (UNMAS) qui permettent aux déplacés de regagner la ville en sécurité », a déclaré M. Mahecic. « Compte tenu de l'ampleur du problème, les travaux de déminage et d'évacuation des engins explosifs pourraient toutefois durer très longtemps », a-t-il toutefois prévenu.

### *Des problèmes d'accès aux services de base*

Une fois rentrées à Mossoul, les familles ont du mal à accéder aux services élémentaires, car l'eau, l'électricité et le carburant sont difficiles à trouver et très coûteux dans certains quartiers de la ville.

Selon des sources gouvernementales, environ 79.000 personnes seraient déjà rentrées à Mossoul-Ouest, soit un dixième de tous ceux qui ont été contraints de fuir cette partie de la ville. Toujours selon les autorités irakiennes, plus de 90% des familles (plus de 165.000 personnes) qui avaient fui l'est de Mossoul pendant le conflit y sont maintenant retournées. Par comparaison, l'est de la ville a été considérablement moins endommagé et l'on peut déjà y constater un retour progressif à la vie normale.

En revanche, de nombreuses familles qui avaient quitté les camps pour rentrer à Mossoul sont aujourd'hui de retour dans les camps. Selon les responsables des camps de déplacés internes à l'est de la ville, au moins 200 familles seraient revenues vers les camps du fait des conditions de vie difficiles à Mossoul. Parmi les raisons invoquées figurent le manque de logements, la cherté des loyers, la pénurie de moyens d'existence et l'accès limité aux services de base tels que l'eau et l'électricité.

« Il faut des conditions propices sur le terrain pour que les rapatriements s'effectuent en toute sécurité et durablement », a souligné M. Mahecic. « Nous insistons sur le fait que le rapatriement des personnes déplacées doit être volontaire, soigneusement planifié et réalisé dans le respect des principes humanitaires internationaux ».

#### *Distribution de kits d'urgence et d'allocation en espèces*

Depuis la fin des opérations militaires à Mossoul-Ouest en juillet, le HCR a distribué des kits d'abris d'urgence à plus de 3.200 familles dans les quartiers est et ouest de la ville et a également fourni des allocations en espèces à certaines familles déplacées parmi les plus vulnérables.

En outre, de très nombreux déplacés internes et rapatriés sont sans documents d'État civil essentiels. Le HCR et ses partenaires fournissent une aide juridique et un appui aux autorités locales qui n'ont pas les effectifs et les ressources suffisantes pour rémettre des papiers d'identité et des documents d'État civil aux familles déplacées vivant dans les camps, notamment des certificats de naissance et de mariage.

« Compte tenu de l'ampleur des destructions à Mossoul, surtout dans l'ouest de la ville, les besoins humanitaires ne sont pas prêts de décroître », a souligné le porte-parole.

## **Opération de sécurité dans l'État de Rakhine : une experte de l'ONU appelle les autorités du Myanmar à la retenue**



La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Yanghee Lee. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

**11 août** - Une experte des droits de l'homme pour l'ONU a fait part de sa préoccupation concernant des informations rapportant le déplacement d'un bataillon de l'armée du Myanmar dans l'État de Rakhine (ouest du pays) pour appuyer les autorités locales à renforcer la sécurité dans la région.

« Ce développement, qui aurait eu lieu hier, est une cause de préoccupation majeure », a déclaré vendredi la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Yanghee Lee, dans un communiqué de presse publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

« Le gouvernement doit veiller à ce que les forces de sécurité fassent preuve de retenue en toutes circonstances et respectent les droits de l'homme lorsqu'elles traitent la situation sécuritaire dans l'État de Rakhine », a-t-elle ajouté.

Environ 100.000 et 120.000 personnes sont respectivement déplacées dans les États de Kachin et Rakhine. Une situation critique qui dure depuis plus de cinq ans après l'éruption des conflits intercommunautaires entre les bouddhistes et les Rohingya musulmans minoritaires.

La Rapporteuse spéciale a reconnu la responsabilité de l'État d'assurer la sécurité et la protection des personnes contre les attaques des extrémistes, mais a déclaré que cette responsabilité devait couvrir tous les résidents et que les autorités ne pouvaient pas se permettre d'assurer plus de sécurité pour une communauté plus qu'une autre.

Mme Lee a rappelé les allégations de graves violations des droits de l'homme qui ont suivi les opérations des forces de sécurité effectuées après des attaques contre trois installations de la police des gardes-frontières à Maungdaw et Rathedaung en octobre et d'autres affrontements en novembre.

« Il y a eu des rapports croissants sur les incidents touchant la population locale, y compris les meurtres de six villageois Mro le 3 août », a-t-elle déclaré. « Je partage la préoccupation du gouvernement du Myanmar et de ses habitants concernant la sécurité de ceux qui vivent dans l'État de Rakhine à la lumière de ces incidents ».

L'experte a souligné que l'utilisation de la force doit toujours être conforme aux principes de nécessité et de proportionnalité pour assurer le plein respect de la vie humaine.

L'appel de l'expert a été soutenu par la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard.

Des rapporteurs spéciaux et des experts indépendants sont nommés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève pour examiner et faire rapport sur un thème spécifique des droits de l'homme ou une situation dans un pays. Les postes sont honoraires et les experts ne sont ni membres du personnel de l'ONU ni rémunérés pour leur travail.

## Ethiopie: la FAO appelle à aider d'urgence les éleveurs frappés par la sécheresse



La sécheresse la plus sévère depuis des décennies a frappé certaines parties de l'Éthiopie, exacerbée par un effet El Niño particulièrement fort. Cela a entraîné de mauvaises récoltes successives, des décès importants parmi le bétail, et les besoins humanitaires ont triplé depuis le début de l'année 2015. Photo: PAM / Melese Awoke

**11 août** - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé vendredi un appel de fonds d'urgence de 20 millions de dollars afin de venir en aide aux agriculteurs et éleveurs éthiopiens frappés par la sécheresse et confrontés à d'énormes pertes de bétail.

Cette aide financière permettra d'aider les éleveurs à se relancer et d'éviter de nouvelles pertes de bétail et des difficultés supplémentaires en Éthiopie où la sécheresse a contribué à augmenter les souffrances liées à la faim cette année.

La sécheresse qui sévit en Éthiopie a considérablement affecté les moyens d'existence des éleveurs. En endommageant les pâturages et en épuisant les sources d'eau, elle a entraîné de nombreux décès au sein du bétail et de nombreux animaux sont tombés malades en particulier dans le sud et le sud-est du pays. Les autres régions se remettent lentement des sécheresses provoquées par le phénomène climatique El Niño survenues lors des

précédentes saisons.

Les éleveurs affectés par la sécheresse doivent faire face à une réduction de la production de lait, à des cas de malnutrition en hausse, à une baisse de leurs revenus et à un accès à l'alimentation extrêmement restreint.

### *Une personne sur douze souffre de la faim*

Près de 8,5 millions de personnes, soit une personne sur douze, souffre de la faim. Parmi elles, 3,3 millions vivent dans la région Somali. L'effondrement des moyens d'existence agricoles, suite à la vague de sécheresse, a largement contribué à aggraver la crise alimentaire et nutritionnelle en cours.

Pour les familles qui dépendent du bétail, ces animaux peuvent faire toute la différence, entre mourir et survivre, en particulier pour les enfants, les femmes enceintes et celles qui allaitent pour qui le lait est une source vitale d'alimentation.

Avec plus de 2 millions d'animaux décédés jusqu'à présent, la FAO concentre ses efforts sur la fourniture d'une aide d'urgence aux communautés pastorales les plus vulnérables et ce, à travers des campagnes de vaccination animale, des traitements, de la nourriture et de l'eau mais aussi en réparant les points d'eau et en aidant à la production de fourrage et de nourriture.

« Il est essentiel d'apporter cette aide entre maintenant et octobre - lorsque les pluies sont censées commencer - afin de lancer le processus de reconstruction et d'éviter davantage de pertes animales », a déclaré M. Abdoul Karim Bah, Représentant adjoint de la FAO en Ethiopie. « Si nous n'agissons pas maintenant, la faim et la malnutrition s'aggraveront au sein des communautés pastorales ».

En fournissant de la nourriture supplémentaire et de l'eau au bétail et en aidant à la production de fourrage, la FAO a pour objectif de protéger le bétail reproducteur afin de permettre aux familles affectées par la sécheresse de reconstruire leurs moyens d'existence.

Les campagnes de santé animale seront renforcées afin de protéger les animaux, en particulier avant le début de la saison des pluies, lorsque les animaux sont particulièrement faibles et plus vulnérables face aux parasites et autres maladies infectieuses.

Par ailleurs, les programmes de travail contre rémunération et de déstockage financés par la FAO représentent également une source vitale d'argent pour les familles.

En 2017, la FAO est déjà venue en aide à près de 500.000 personnes affectées par la sécheresse en fournissant de la nourriture animale, en menant des opérations de déstockage et des campagnes de santé animale.

Cette aide avait été rendue possible grâce au soutien du Fonds humanitaire éthiopien, de la Suisse, de l'Espagne et de la Suède à travers le Fonds spécial pour les opérations d'urgence et de réhabilitation de la FAO, le Fonds central d'intervention des Nations Unies, le Fonds d'alerte rapide et d'action rapide de la FAO et le Programme de coopération technique.